

**Texte d'ANALYSE
sur le thème :**

LA PARITE

Objet de l'analyse : La meilleure façon de lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes est de les faire participer à part égale aux décisions qui concernent la gestion collective. L'espèce humaine s'incarne en deux sexes et cette qualité doit s'épanouir de manière équilibrée pour une société qui vole « de ses deux ailes ». Cette analyse retrace les étapes de la parité politique en Belgique.

Contexte : L'Université des Femmes se donne comme objectif de diffuser les savoirs élaborés par et sur les femmes. Une des thématiques choisie pour la réalisation des documents d'analyse mis à disposition via son site internet est l'examen du caractère sexué des processus de prise de décision.

1. INTRODUCTION

« L'humanité veut ses deux ailes pour s'élancer vers l'avenir »

La question de la parité politique hommes/femmes cristallise la revendication d'une égalité parfaite qui exigerait autant de femmes que d'hommes dans les assemblées élues afin de recréer dans les assemblées la proportion de femmes et d'hommes qui existe dans la population générale.

Naturelle pour les unes, artificielle pour les autres, l'obligation paritaire reste le plus court chemin vers une représentation politique équilibrée dans ses deux sexes, eux-mêmes faces d'une humanité commune.

Les pays scandinaves ont montré la voie par des quotas et des règlements électoraux énergiques. La France, pourtant réputée plus conservatrice et patriarcale, a franchi d'un bond des étapes importantes, instaurant l'obligation paritaire et la vigilance citoyenne via un observatoire national.

Et en Belgique, comment se déroule ce cheminement des femmes vers un accès égal aux instances décisionnelles ?

2. L'HISTOIRE DE LA PARITE EN BELGIQUE

13 juin 1999 : pour la première fois, les partis politiques présentent aux électeurs des listes respectant un quota d'un tiers de personnes de sexe différent. A l'exception de deux listes, toutes se sont conformées à cette obligation. L'objectif était d'obtenir par cette mesure contraignante une meilleure représentation des femmes en politique.

Au lendemain du scrutin, la déception est grande. Le nombre de femmes élues augmente de 95 à 120 députées toutes assemblées confondues (sur 514) soit 23,3 % et cela après cooptation et suppléance. Ce n'est pas encore le tiers des mandats ! De plus, les analystes (1) observent que les meilleures places ne sont pas réservées aux femmes. Elles sont 20 % à occuper une place éligible. Mais c'est souvent une place de combat, celle que le parti espère obtenir s'il améliore son score, celle que le parti perd si le nombre de voix diminue. Les femmes sont là pour combattre. Elles n'ont donc pas des places garanties même s'il y a, heureusement quelques exceptions.

Les auteures du Courrier hebdomadaire du CRISP confrontent les résultats électoraux et les chances des femmes d'être élues avec les différents scénarios qui sont aujourd'hui en chantier. Elles analysent ainsi l'effet induit dans la représentation des femmes par la suppression de l'effet dévolutif de la case de tête avec la suppression des candidats suppléants et par la révision des arrondissements électoraux. Elles aboutissent aux conclusions suivantes : « Un renforcement de la loi sur les quotas conduirait certainement à une augmentation plus forte du nombre de femmes dans les assemblées que l'atténuation de l'effet dévolutif de la case de tête. Un quota même d'un tiers sur les places éligibles conduirait forcément à une augmentation d'environ 10 % du nombre de femmes parmi les élus par rapport aux résultats de 1999 soit plus que les bénéfices attendus d'une suppression pure et simple de l'effet dévolutif. Parmi les réformes envisagées du système électoral, la solution en alternance Homme/Femme dans les places en ordre utile, même si elle devrait pour être réellement efficace s'accompagner d'une réduction du nombre de circonscriptions électorales, peut être considérée comme l'étape la plus directe sur la voie de la démocratie paritaire. » (p.82-83)

C'est la question fondamentale. Comment arriver à une égale répartition des hommes et des femmes en politique et dans la société ? Comment atteindre le partage équitable du pouvoir ? Nos états modernes se sont construits sur le rejet des femmes non seulement comme citoyennes mais aussi sur leur renvoi dans la sphère privée. Les femmes, même si elles répondaient aux conditions de fortune et de capacité, n'ont pu

exercer des droits en raison de leur sexe. Nos démocraties modernes se sont donc construites en dehors de toute participation des femmes. Cette exclusion qui porte sur le genre, et non sur la fortune ou autres critères, a écarté de manière durable les femmes des sphères publiques et d'un accès au pouvoir et aux moteurs de décisions. Aujourd'hui, les conséquences de ce mécanisme se font toujours sentir.

Les quotas sont donc une mesure qui s'inscrit dans le cadre des politiques de discrimination positive. Comme les partis politiques n'accordent pas volontairement une place équitable aux femmes dans leurs rangs et ne s'adaptent pas spontanément aux nouvelles évolutions sociales, il faut prendre des mesures contraignantes. Ce sont autant de moyens pour arriver à cette fin : une égale représentation des hommes et des femmes. Il s'agit d'une simple mesure de rattrapage.

Au principe de l'égalité en droit - tous les citoyens sont égaux et donc ont les mêmes chances - les partisans des quotas avancent le droit à l'égalité (dans les résultats). Les opposants aux quotas se réfugient derrière le principe de l'égalité formelle même s'ils constatent les inégalités réelles dans la société. Pour ces derniers, les quotas violent le principe de l'égalité de tous devant la loi et représentent une atteinte à la liberté de l'électeur. Pourquoi prendre des mesures protectionnistes pour un groupe donné ? N'est-ce pas le retour à une certaine forme de corporatisme ? Cette dernière remarque ne tient pas à l'examen : les femmes ne sont pas un contingent, ni un groupe minoritaire. Il s'agit de la moitié des citoyens, exclue du pouvoir en raisons de son sexe.

Mais s'appuyant sur le même argument - les femmes sont la moitié de l'humanité -, d'autres rejettent le système des quotas. Il porte en lui, le risque de voir les partis se contenter de cette limite et de bloquer toutes participations plus importantes des femmes. Les quotas risquent de stigmatiser les femmes, élues suivant ce principe et non selon « leur mérite intrinsèque ». Les candidates ne veulent être, ni des bonniches (n'avoir rien à dire), ni des potiches (faire décoration). De plus les femmes ne sont pas un groupe spécifique. Pour ces dernières, seul le principe de la parité peut rendre compte de la dualité du genre humain. Les hommes ne sont pas des femmes et les femmes ne sont pas des hommes, mais l'un et l'autre sont des individus égaux et constituent le genre humain.

La démocratie reconnaît l'égalité des citoyens, le respect de leur dignité et de leurs droits inaliénables. La parité répond à la question : qui est la personne humaine ? Qui est sujet de droits fondamentaux inaliénables ? Dans la perspective paritaire, il n'existe plus d'individu asexué, neutre et abstrait. C'est toute l'ambiguïté de la langue française qui utilise le même mot mais non la même orthographe pour distinguer l'homme biologique, de l'Homme universel (le genre humain). La parité, c'est la reconnaissance de la dualité du genre humain et c'est, écrit Sylviane Agacinski, le seul caractère universel car « tous les humains sont ou des hommes, ou des femmes » (2).

La parité devient un principe qui interpelle la démocratie et la refonde. Parce que l'humanité est sexuée, il n'est pas normal qu'une seule composante se soit attribuée tous les pouvoirs, tous les leviers de commande pour gérer « la maison commune ».

Parce que les femmes participent au genre humain, elles doivent avoir accès à tout et participer également à la construction des règles de société. Elles ne sont pas une minorité à protéger, elles sont la majorité. Elles sont depuis la nuit des temps exclues des sphères du pouvoir. Il est temps aujourd'hui de les partager. La parité s'impose comme un projet égalitaire et révolutionnaire. Ce combat des femmes concerne tout le monde. C'est un combat pour la démocratie. Cette dernière doit pleinement prendre en compte la réalité sexuée du genre humain et les inégalités que la société a produites et continue à reproduire dans les sphères familiale, sociale, économique et politique.

Pour certaines, la loi du nombre (50/50) n'est pas une garantie suffisante. Il ne s'agit pas d'aménager la démocratie, de faire une place aux femmes. Il faut refonder la démocratie.

Les femmes comme les hommes appartiennent à des idéologies, à des mondes différents et défendent des valeurs propres à leur groupe d'appartenance. Les élues de la démocratie paritaire oseront-elles s'atteler aux

mécanismes qui discriminent légalement les femmes, sans complaisance par rapport à la volonté générale de leur parti ? Quelles seront leurs priorités ? La lutte des classes avant la lutte des sexes ? La liberté de l'individu avant le droit à l'égalité ? Le développement durable avant une société égalitaire ?

3. CONCLUSION

Même si certains programmes intègrent une préoccupation égalitaire, ni les partis politiques, ni les militantes de ces partis ne sont nécessairement prêts à se battre pour modifier en profondeur la structure patriarcale de notre société et le modèle familialiste qu'elle véhicule. A côté des propositions visant à renforcer la présence numérique des femmes dans les lieux de pouvoir (3), le projet politique devra devenir féministe. La parité ne peut se contenter d'être une simple mesure de rattrapage, de rééquilibrage entre les hommes et les femmes à une représentation de 50 %. La mise en œuvre d'une démocratie paritaire, appelle l'organisation d'une nouvelle constituante pour refonder notre démocratie sur des principes, des valeurs débattus de manière équitable entre les hommes et les femmes. A ce prix, la parité refonde la démocratie.

4. DERNIERS EPISODES

4.1. LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES BELGES DE 2003

consacrent le principe de la parité sur les listes électorales. Les quotas décrétés en 1994 n'ont pas convaincu. Cette fois, il était imposé aux partis d'ouvrir la moitié de leurs listes électorales aux candidates féminines. Résultat : près de 35 % des 150 députés élus seront des femmes. La montée est significative. En 1999, 19,3 % de femmes avaient été élues (davantage ont d'ailleurs siégé). La nouvelle loi sur la parité a joué : toutes les études montrent que ce sont essentiellement les places en ordre utile qui permettent l'éligibilité. En 1999, les hommes occupaient 82 % de ces places. C'est encore souvent le cas pour 2003 puisque la loi imposait seulement de placer deux personnes du même sexe aux trois premières places, ce qui ne garantit pas une femme en ordre utile. Cette disposition ne suffira pas pour gagner la parité. Le mouvement doit se prolonger au niveau des partis car trop de postes sont encore occupés par des hommes qui cumulent plusieurs fonctions. Et la féminisation des instances dirigeantes des partis n'est pas encore acquise.

4.2. LES REGIONS PREPARENT LES ELECTIONS 2006

Le Code de la démocratie locale a été adopté au Parlement wallon le 30 novembre 2005. Le décret entérine un certain nombre de mesures qui vont modifier le fonctionnement de la démocratie communale. Ainsi, recommandée depuis de nombreuses années, la parité homme/femme sur les listes électorales est aujourd'hui imposée. Chaque liste aux élections communales et provinciales devra compter 50% d'hommes et de femmes et avoir un représentant des deux genres aux deux premières places. De plus, les collèges communaux et provinciaux, les bureaux permanents et les comités spéciaux (cpas) devront être mixtes.

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté le 28 janvier 2005 une ordonnance relative à la loi électorale communale en vigueur dans les communes bruxelloise qui stipule que, désormais : « Sur chacune des listes de candidatures à l'élection des conseils communaux de la Région de Bruxelles-Capitale, l'écart entre le nombre de candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un. Les deux premiers candidats de chacune des listes doivent être de sexe différent. »

La loi électorale bruxelloise n'impose pas la présence des deux sexes au sein des exécutifs communaux mais il faut reconnaître que l'évolution des mentalités permet déjà que cette situation soit effective dans la grande majorité des exécutifs de la région Bruxelles-capitale.

Des propositions législatives sont sur la table du gouvernement flamand pour imposer la parité lors de la composition des listes électorales mais aucun vote n'a encore inscrit ces dispositions dans la loi électorale qui règle les élections locales. D'aucuns ne désespèrent pourtant pas de voir aboutir ce dossier pour la prochaine échéance électorale de 2006.

5. NOTES

- (1) Valérie Verzele et Carine Joly, La représentation des femmes en politique après les élections du 13 juin 1999. Evaluation de l'application de la loi Smet-Tobback dans Courrier hebdomadaire du CRISP, n°1662-1663, 1999.
- (2) Sylviane Agacinski, Politiques des sexes, Paris, Seuil, 1998, p. 84.
- (3) Par exemple, la proposition de loi (Sénat) déposée par A.M. Lizin, pour la constitution de liste sur le principe de l'alternance stricte homme/femme ou celle de Kristien Grauwels (Chambre) sur la parité obligatoire des deux premières places.

6. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- B MARQUES-PEREIRA et C GIGANTE, « La représentation politique des femmes : des quotas à la parité ? », Courrier hebdomadaire n°1723, CRISP, Bruxelles, 2001
- Parité : 1 homme = 1 femme (dossier), in Réflexions n°42, Institut Emile Vandervelde, Bruxelles, février 2000
- V VERZELE et C JOLY, « La représentation des femmes en politique après les élections du 13 juin 1999 », Courrier hebdomadaire n°1662-1663, CRISP, Bruxelles, 1999
- La participation politique des femmes à l'issue des élections du 13 juin 1999, Ministère fédéral de l'Emploi et du Travail, Direction de l'Egalité des Chances
- M-T COENEN, « De l'égalité à la parité – Le difficile accès des femmes à la citoyenneté », Labor, Bruxelles, 1999
- M-T COENEN, « Plaidoyer pour une nouvelle citoyenneté - Chronique du droit de vote en Belgique », in COENEN & LEWIN, Pol-His, 1997, pp 75-100
- Pas à pas – L'histoire de l'émancipation de la femme en Belgique, Cabinet du Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale M. Smet, Bruxelles, 1991
- E GUBIN et L VAN MOLLE, « Femmes et politique en Belgique, Editions Racine, Bruxelles, 1998

© Université des Femmes asbl

Date du document : novembre 2005

Ont contribué à la réalisation de ce document :

Rédaction : Marie-Thérèse COENEN

Relecture, mise en page : Claudine LIENARD